

Printemps au carré

JACQUES NADEAU, *Carré rouge*, Montréal, Fides, 2012, 174 pages

A. FRAPPIER, R. POULIN ET B. RIOUX, *Le printemps des carrés rouges. Lutte étudiante, crise sociale, loi liberticide, démocratie de la rue*, Mont-Royal, M éditeur, 2012, 159 pages

GÉRARD BEAUDET, *Les dessous du printemps étudiant. La relation trouble des Québécois à l'histoire, à l'éducation et au territoire*, Québec, Éditions Nota bene, 2013, 186 pages

N. LANGELIER, *Année rouge. Notes en vue d'un récit personnel de la contestation sociale au Québec en 2012*, Montréal, Atelier 10, 2012, 100 pages

Josée Lacourse

Volume 7, Number 2, Spring 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/68731ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)

1929-5561 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lacourse, J. (2013). Review of [Printemps au carré / JACQUES NADEAU, *Carré rouge*, Montréal, Fides, 2012, 174 pages / A. FRAPPIER, R. POULIN ET B. RIOUX, *Le printemps des carrés rouges. Lutte étudiante, crise sociale, loi liberticide, démocratie de la rue*, Mont-Royal, M éditeur, 2012, 159 pages / GÉRARD BEAUDET, *Les dessous du printemps étudiant. La relation trouble des Québécois à l'histoire, à l'éducation et au territoire*, Québec, Éditions Nota bene, 2013, 186 pages / N. LANGELIER, *Année rouge. Notes en vue d'un récit personnel de la contestation sociale au Québec en 2012*, Montréal, Atelier 10, 2012, 100 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 7(2), 14–15.

Tous droits réservés © Ligue d'action nationale, 2013

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

PRINTEMPS AU CARRÉ

Josée Lacourse

JACQUES NADEAU

CARRÉ ROUGE

Montréal, Fides, 2012, 174 pages

A. FRAPPIER, R. POULIN ET B. RIOUX

LE PRINTEMPS DES CARRÉS ROUGES. LUTTE ÉTUDIANTE, CRISE SOCIALE, LOI LIBERTICIDE, DÉMOCRATIE DE LA RUE

Mont-Royal, M éditeur, 2012, 159 pages

GÉRARD BEAUDET

LES DESSOUS DU PRINTEMPS ÉTUDIANT.

LA RELATION TROUBLE DES QUÉBÉCOIS À L'HISTOIRE, À L'ÉDUCATION ET AU TERRITOIRE

Québec, Éditions Nota bene, 2013, 186 pages

N. LANGELIER

ANNÉE ROUGE. NOTES EN VUE D'UN RÉCIT PERSONNEL DE LA CONTESTATION SOCIALE AU QUÉBEC EN 2012

Montréal, Atelier 10, 2012, 100 pages

Le printemps 2012 aura été un printemps de tous les instants, un printemps d'exaltation, de détermination, de violence, de peur et de rage. On a dit beaucoup de choses sur ce printemps, certains le célébrant d'autres le conspuant. Quoi qu'on en pense, il faut bien reconnaître qu'il a mobilisé l'attention publique de manière soutenue ce qui n'est pas peu de chose en ces temps d'évanescence médiatisée. La violence des propos tenus à l'égard des étudiants en étonne certains, d'autres y voient au contraire la manifestation de tensions sociales où s'opposent deux visions de la société. Bref, plusieurs questions demeurent sans réponse, la moindre n'étant pas que la proportion de la population qui appuyait hier la hausse des frais de scolarité appuie aujourd'hui dans la même proportion, une indexation, comme quoi faire parler la majorité silencieuse est plus ardu qu'il n'y paraît! Malgré le peu de temps passé, plusieurs essais tentent une analyse du déroulement des événements afin de trouver réponse aux questions restées en suspens.

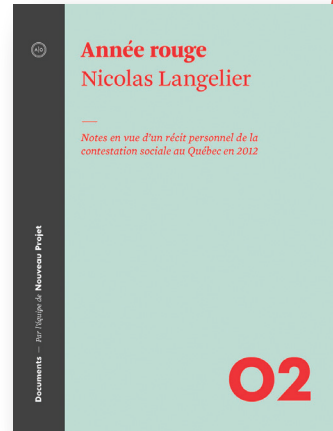
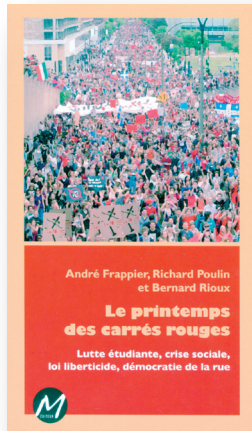
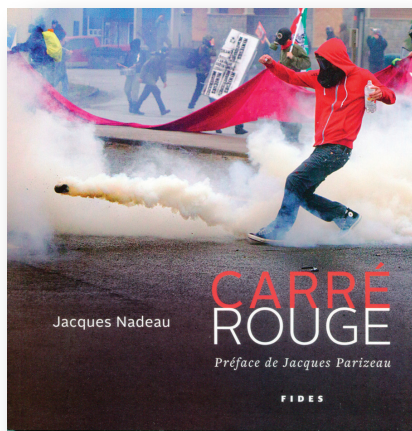
Le recueil que nous présente Jacques Nadeau est un ouvrage remarquable. Il s'agit d'une sélection de photos qui ont été prises lors des moments marquants qui ont jalonné la lutte du mouvement étudiant contre la hausse des frais de scolarité, lutte qui se transformera en une crise sociale. Chaque photographie est accompagnée d'un court texte dont l'auteur peut être une personnalité en vue ou un citoyen anonyme, mais dont le ton est étonnamment homogène: l'indignation est à son comble, la fierté aussi devant le courage de la rue. L'effet est saisissant! On connaît déjà la qualité du travail du photographe du journal *Le Devoir*, mais, ainsi réunies, les photographies prennent un caractère éditorial. Elles illustrent toutes les dimensions du mouvement et surtout, elles commentent les événements. Si casseurs il y a, la violence de la répression policière ne fait aucun doute! L'inventivité, parfois irrévérencieuse, des manifestations y est aussi soulignée, notamment dans cette photographie qui montre une rangée d'étudiants armés de cannes à pêche auxquelles sont attachés des beignes à l'aide d'un ruban rouge et qui font face à une rangée de policiers! De même, l'ampleur de la mobilisation ressort de manière éloquente pendant que, dans une atmosphère feutrée, les «décideurs» gouvernent derrière des portes closes. Soulignons, en terminant, la préface signée par Jacques Parizeau et la postface rédigée par un professeur d'histoire de l'art, Marc-Yvan Poitras, dont la description des photographies prises à Victoriaville donne un avant-goût de l'intensité des réactions que suscitent les images:

Plusieurs questions demeurent sans réponse, la moindre n'étant pas que la proportion de la population qui appuyait hier la hausse des frais de scolarité appuie aujourd'hui dans la même proportion, une indexation, comme quoi faire parler la majorité silencieuse est plus ardu qu'il n'y paraît!

On a dit qu'il s'agissait d'un affrontement entre policiers et casseurs. La photo de Nadeau en couverture de ce livre affirme le contraire. Qu'un manifestant renvoie une bombe lacrymogène vers les policiers, on l'a vu mille fois. Mais chez Nadeau, la scène prend des allures de tableau romantique: jets de fumée, accoutrement rouge vif, capuchon, foulard, lunettes de ski et bouteille de vinaigre prête à contrer l'effet des gaz, drapeau des Patriotes, grande banderole rouge maintenue difficilement en place, pancarte devenue bouclier, sac à dos jaune de «médic», joueur de caisse claire, comme qui dirait tambour-major surgi dans le tableau, et, regardant la scène dans notre direction, un résident ébahi (p. 172).

Si certains intellectuels se sont répandus en propos méprisants sur la mobilisation de la rue où la population aurait dégradé le caractère noble de l'action politique en frappant ses casseroles dans une atmosphère festive, d'autres saluent au contraire le courage dont elle a fait preuve. C'est le cas de MM. Frappier, Poulin et Rioux qui présentent un premier bilan du printemps étudiant. Situait la lutte étudiante et la mobilisation populaire qui en a découlé, dans la foulée des mouvements de protestations qui ont secoué la scène internationale (Occupy, Indignados, etc.), les auteurs mettent ainsi en relief le rejet des politiques néo-libérales qui a animé le printemps québécois et qui permet de penser l'unité de revendications qu'on qualifiait de tous azimuts.

En s'appuyant majoritairement sur des travaux de l'IRIS et les articles publiés dans les *Nouveaux Cahiers du socialisme*, de même que certains sites internet, les auteurs proposent une analyse de la politisation de la lutte étudiante. Ce faisant, ils font également une critique de l'action politique de la gauche, nommément, celle des syndicats auxquels ils reprochent leur inaptitude à canaliser et à organiser la lutte au néo-libéralisme dont il retrace l'offensive à travers les différentes politiques mises en place par le PQ et poursuivies par le PLQ. Le rappel de la mobilisation soulevée par la fameuse réingénierie de l'État proposée par Jean Charest montre pourtant qu'une bonne part de la population s'oppose à la vision néo-libérale et elle forcera le gouvernement à reculer sur plusieurs dossiers. Les protestations citoyennes concernant la vente d'une partie du parc du Mont-Orford, celles entourant l'exploitation des gaz de schiste et les victoires qu'elles ont remportées inspireront le mouvement étudiant tout en nuançant la prétendue morosité de la population. Il est vrai que l'offensive néo-libérale s'appuie sur une propagande bien orchestrée qu'il est difficile d'endiguer. Les auteurs brossent le portrait de la conception néo-libérale de l'éducation qui favorise une vision en termes d'investissement plutôt qu'une vision émancipatrice du savoir. La hausse des frais de scolarité et l'endettement étudiant ayant comme conséquences d'influencer le choix des domaines d'étude tout en assurant aux banques de bonnes affaires. Dans les chapitres qui s'appliquent à retrouver le cours des événements, les auteurs font état de certaines informations moins diffusées dans les médias, sur la façon dont se sont déroulées les négociations et ils formulent une critique assez juste du rôle des chefs de centrales syndicales dans l'acceptation d'une entente assez désavantageuse pour les étudiants. Enfin, les auteurs concluent sur le bien-fondé d'une grève sociale à partir d'une plate-forme revendicatrice unissant le mouvement étudiant, le mouvement syndical et les différents mouvements sociaux (p. 157). Au fond, ils tentent d'imaginer une action politique unifiant



les forces progressistes dont les divisions ne peuvent que servir leurs opposants.

Si Gérard Beaudet nous invite également à résister à la marchandisation de tous les espaces sociaux, il le fait à partir d'une réflexion bien différente de celle des auteurs précédents qui abordent la question d'un point plus spécifiquement politique. C'est à partir de sa formation d'urbaniste, mais aussi à titre de professeur engagé aux côtés de ses étudiants en grève qu'il développe son analyse du printemps 2012 qu'il situe dans l'horizon de deux des grands chantiers de la Révolution tranquille : celui du projet éducatif développé par la commission Parent et celui du développement d'une politique d'aménagement du territoire à partir des travaux de la Commission provinciale d'urbanisme présidée par Jean-Claude La Haye.

Le déclencheur de cette réflexion – originale, quoique trop peu informée sociologiquement – s'ancre dans le constat du mépris et de la condescendance affichés par les élites politiques, d'affaires, médiatiques ainsi que par une part de la population envers les revendications étudiantes. Souvent condamnés sans appel, aucune discussion n'étant possible, plusieurs préfèrent traiter les étudiants d'enfants-roi plutôt que de s'interroger sur ce qui cloche dans le milieu de l'éducation supérieure. Car problèmes il y a, le financement n'est pas l'un des moindres, mais là ne s'arrête pas la liste des problèmes sur lesquels il faudrait se pencher. Le modèle d'université qui se développe en douce, sans débat public, modifie en profondeur la mission de cette dernière. Ce modèle que l'on privilégie de plus en plus dans la littérature entrepreneuriale sera d'ailleurs analysé de manière plus approfondie dans le second chapitre de l'ouvrage. Il a un impact fort sur l'augmentation des coûts et des dépenses en éducation supérieure. Pourquoi alors préfère-t-on vilipender les étudiants plutôt que s'interroger sur la mission éducative de nos institutions d'enseignement supérieur se demande l'auteur ?

Cette attitude s'expliquerait par une relation trouble des Québécois à l'histoire, à l'éducation et au territoire. Le mépris de même que l'atmosphère de tensions extrêmes seraient en quelque sorte le résultat d'un retour du refoulé, non pas psychanalytique, mais historique. Un rapide survol du développement de l'éducation nous fait prendre conscience que l'instruction obligatoire sera mise en place plus tard qu'ailleurs au Canada, aux États-Unis et bien sûr qu'en Europe. Ce retard de la population québécoise en ce qui a trait à la scolarisation obligatoire aurait-il un effet plus durable qu'on pourrait le croire sur le rapport à l'éducation ? L'auteur ne va pas jusque-là, mais il pense tout de même que l'éducation n'aurait pas été un projet collectif contrairement aux recommandations de la commission Parent. Il croit également que la prospérité des Trentes glorieuses, conjuguée à la valorisation dans les familles québécoises du travail en usine, expliquerait largement le manque d'engagement citoyen en ce qui a trait à l'enseignement supérieur.

Ce peu d'engagement, Gérard Beaudet le retrouve aussi en ce qui concerne l'aménagement et l'occupation du territoire. Le territoire, encore aujourd'hui, est bien souvent considéré sous l'angle des ressources à exploiter à l'exclusion de toutes considérations sur les établissements humains. Or cette occupation du territoire, les Québécois l'ont expérimentée dès le lendemain de la Conquête.

Chacun des essais présentés jette un éclairage particulier sur les événements du printemps 2012, mais tous nous aident à réfléchir sur le monde dans lequel nous souhaitons vivre.

La domination des francophones par les anglophones a des conséquences sur l'occupation du territoire où les premiers sont considérés comme des locataires dont l'opinion, l'identité n'ont que peu ou pas d'importance. Cette désappropriation s'exerce encore de nos jours, mais cette fois au profit d'autres mains, toujours en faveur des mieux nantis et souvent au profit du Québec inc. L'exploitation des gaz de schiste en est un bel exemple quoique les prétentions des entreprises aient été endiguées pour le moment. Le fameux Plan Nord est un autre bel exemple du détournement du sens de la notion de développement durable, toute critiquable soit-elle. Chaque fois sont escamotées les discussions sur le rapport au territoire pour faire plutôt miroiter les occasions d'enrichissement et la création d'emplois.

Dans le cas de l'aménagement du territoire comme dans le cas de l'éducation supérieure, l'auteur appelle de ses souhaits un débat collectif qui accepte de discuter des enjeux plutôt que de se rabattre sur l'acceptation de prétendues évidences qui gommement soigneusement les intérêts en jeu. Car l'un et l'autre sont des lieux de définition et de construction de notre identité et celle-ci commande une résistance à la marchandisation et à la financiarisation de notre monde.

Enfin Nicolas Langelier nous propose un court ouvrage intitulé *Année rouge* où il nous livre sa perception de la contestation du printemps 2012. Dans un style enlevé, l'auteur nous fait part de la façon dont il a vécu cette période de tumulte mais aussi d'espoir. Les réflexions qui se sont imposées à lui, celles qu'il a échangées avec ses amis, sur la politique, sur l'engagement dans l'action politique. L'ouvrage couvre divers registres : description des événements, considérations sur les partis politiques (les anciens et les nouveaux) et leur plus ou moins grand éloignement de la population, interrogations sur ce qui peut bien animer les jeunes libéraux, mais aussi récit de moments de vie qui se sont déroulés sur fond de manifestation. À plusieurs reprises, l'auteur y fait état de la rage qui l'habite ou qui est réactivée par les scènes d'affrontement où la violence de la répression policière lui fait douter d'être à Montréal, au Québec, dans un monde présumément civilisé. L'aveu de la haine ressentie envers Jean Charest arrache un sourire et peut-être même un certain soulagement de ne pas avoir été la seule personne à la ressentir. L'épilogue s'efforce d'échapper au désabusement que pourrait provoquer la déception devant un retour à la normale sans que n'ait eu lieu le changement espéré. Rester alerte donc, curieux des expérimentations qui ont lieu ici et ailleurs et qui apporteront, peut-être, les transformations profondes dont notre monde a besoin. Comme le dit si bien Patricia dont l'auteur souligne la sérénité :

On s'est appris de nouveaux mots, de nouvelles façons de penser. On a inventé de nouvelles façons de manifester. On a retrouvé des lieux communs, comme la rue. Pour la première fois de ma vie, j'ai vraiment compris le sens de solidarité : on était là physiquement, solidaires, solides. On s'est permis d'errer, et c'est comme ça qu'on s'est trouvés (p. 94).

Chacun des essais présentés jette un éclairage particulier sur les événements du printemps 2012, mais tous nous aident à réfléchir sur le monde dans lequel nous souhaitons vivre, car quel que soit le type de revendication passé en revue, c'est toujours de cela qu'il est question. Il s'agit là d'une réflexion fondamentale et urgente. ❖